Observatoire national DE LA PAUVRETÉ et de L'EXCLUSION SOCIALE

La Lettre

N° 2 I MARS 2016

La France des invisibles

Le mot de l'Observatoire

Avec cette nouvelle Lettre, l'ONPES continue d'informer de ses travaux sur la compréhension des mécanismes qui peuvent conduire à l'invisibilité sociale de certaines catégories de population. Mais dans cette enquête originale confiée au Crédoc, l'Observatoire élargit sa réflexion à l'appréhension du sentiment que peuvent avoir l'ensemble des Français de la plus ou moins grande prise en compte de leur situation personnelle et de leurs difficultés par les pouvoirs publics ou les médias.

La question de l'invisibilité sociale de « *groupes de population mal couverts par la statistique publique, peu visibles pour les pouvoirs publics et peu ou mal appréhendés par les politiques sociales* »[1] n'est pas nouvelle[2]. Elle est toutefois de plus en plus présente dans le débat public, tant « *l'impression d'abandon exaspère aujourd'hui de nombreux Français. Ils se trouvent oubliés, incompris, pas écoutés. Le pays, en un mot, ne se sent pas représenté* »[3]. Notion aux contours encore instables, parfois instrumentalisée à des fins électorales ou politiques, elle se nourrit cependant peu à peu de travaux qui cherchent à produire une meilleure compréhension du monde social et de sa complexité, en identifiant le profil des populations qui, parce qu'elles sont « hors normes », sont confrontées à des difficultés méconnues ou mal appréhendées.

Cette recherche d'une meilleure connaissance semble en effet incontournable pour un déploiement d'actions publiques appropriées. Résoudre des difficultés dont on ignore précisément les cibles, les causes ou les conséquences, voire leur nature même, s'avère en effet délicat. Dans l'optique d'approfondir la compréhension du phénomène dans toute sa diversité – des publics comme des difficultés auxquels il renvoie –, l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale (ONPES) a confié au Crédoc la réalisation d'une étude quantitative caractérisée par une approche méthodologique inductive. En effet, loin de cibler des catégories de population préconstruites, identifiées comme particulièrement exposées à l'invisibilité sociale, l'enquête porte sur un échantillon représentatif de la population française. Les questions sur la nature de l'invisibilité sociale ont été formulées de manière ouverte : les catégories d'analyse ont donc été créées à partir des discours produits, plutôt que l'inverse.

Néanmoins, il faut souligner que l'enquête n'intègre pas les publics en situation de grande exclusion (personnes sans domicile ou qui ont des grandes difficultés d'expression en français), et minore probablement certaines populations réticentes à répondre aux enquêtes (en situation irrégulière sur le territoire par exemple).

Méthodologie

Les résultats sont issus de l'exploitation des questions insérées à la demande de l'ONPES dans le baromètre Conditions de vie et aspirations des Français, réalisé deux fois par an par le Crédoc depuis 1978. L'enquête a été réalisée en face-à-face, en juin 2015, auprès d'un échantillon représentatif de la population française de 2 008 personnes, âgées de 18 ans et plus, sélectionnées selon la méthode des quotas. Ces quotas (région, taille d'agglomération, âge, sexe, catégorie socioprofessionelle) ont été calculés d'après les résultats du dernier recensement général de la population. Un redressement a été effectué pour assurer la représentativité par rapport à la population nationale de 18 ans et plus[1].

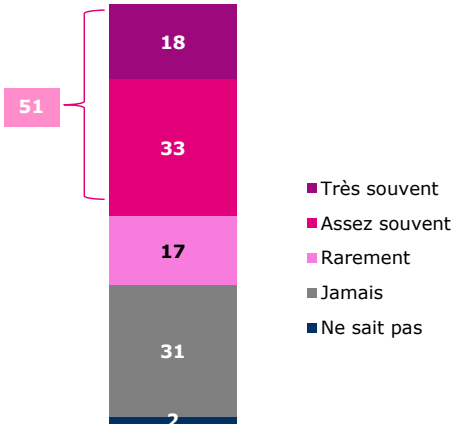
1 Pour plus de précisions sur les caractéristiques techniques de l'enquête, on pourra se reporter au rapport intitulé « Premiers résultats de la vague de juin 2015 » (Crédoc, septembre 2015).

1 ONPES, « Étude sur l'invisibilité sociale : un enjeu de connaissance des personnes pauvres et précaires », *La Lettre*, n°4, octobre 2014. http://www.onpes.gouv.fr/IMG/pdf/Lettre_ONPES_04_2014.pdf

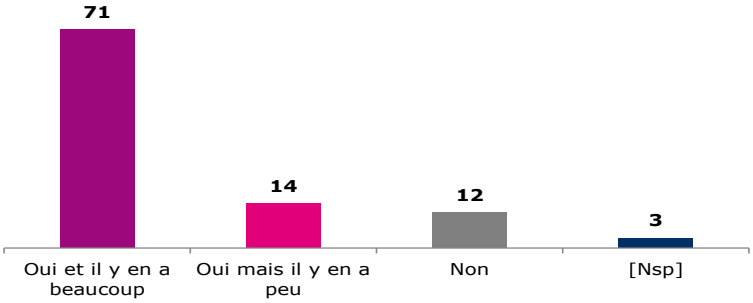
2 BOURDIEU Pierre, *La Misère du monde*, Éditions du Seuil, 1993.

3 ROSANVALLON Pierre, *Le parlement des invisibles*, Éditions du Seuil, coll. "Raconter la vie", 2014.

Graphique 1 • « Avez-vous le sentiment d'être confronté à des difficultés importantes que les pouvoirs publics ou les médias ne voient pas vraiment ? »



Graphique 2 • « Et pensez-vous qu'il existe actuellement en France des personnes qui traversent des difficultés importantes que les pouvoirs publics ou les médias ne voient pas vraiment ? »



Sources : Crédoc, Enquête « Conditions de vie et aspirations », 2015.

Une omniprésence du sentiment d'invisibilité

Le constat probablement le plus marquant de l'investigation est l'ampleur du sentiment d'invisibilité sociale. La moitié des Français estiment être confrontés personnellement « très souvent » ou « assez souvent » à des difficultés qui ne seraient pas considérées par les pouvoirs publics ou les médias **(graphique 1)**. Plus largement, sept sur dix pensent que ce phénomène touche « beaucoup » de leurs concitoyens en France **(graphique 2)**.

Sept grands registres de discours nourrissent le sentiment d'invisibilité

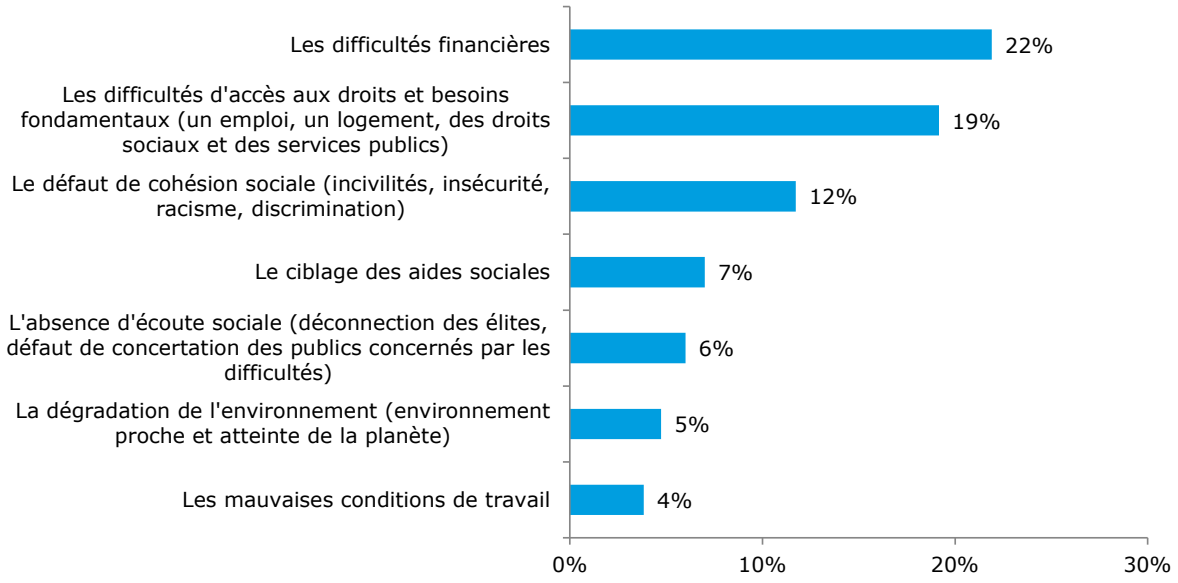
L'impression d'être oublié des médias et des pouvoirs publics se nourrit d'un quotidien grevé de difficultés très diverses (plus de trente-huit thématiques différentes émanent des réponses spontanées de la population), parfois cumulées, dont on peut rendre compte à travers une typologie de sept grands registres **(graphique 3)**.

Les difficultés financières (22 %) constituent le premier registre de l'invisibilité. Plus d'un Français sur cinq exprime être pris en étau entre, d'un côté, des charges qui augmentent (dépenses pour le logement, l'énergie, l'alimentation, les soins, les transports, mais aussi les taxes et les impôts…), et de l'autre, des revenus jugés insuffisants. De fait, le poids des dépenses contraintes ou pré-engagées (liées au logement notamment) accroît la pression sur le budget des ménages depuis plusieurs années. En résultent des comportements de restriction, voire de privation sur de nombreux postes, parmi lesquels les loisirs ou les vacances. La « baisse du pouvoir d'achat », pour n'être pas absente du débat public, reste pour autant sans solution pour la population, qui interprète certainement la persistance du phénomène comme un désintérêt des pouvoirs publics. C'est également la diversité et la spécificité des situations et des catégories de publics (retraités, étudiants, indépendants, agriculteurs…) qui leur semble non ou mal appréhendées par les institutions, dont l'approche est peut-être vue comme « globalisante ». De manière convergente, le sentiment de vivre des difficultés passées sous silence est particulièrement marqué chez les personnes aux revenus modestes.

La question de l'accès aux droits et besoins fondamentaux (19 %) regroupe le deuxième champ de difficultés identifiées comme peu apparentes. Outre la hausse du chômage, c'est aussi le sentiment d'une impossibilité d'accéder à un emploi durable et stable et l'enfermement dans une multiplication d'emplois précaires qui sont jugés peu ou mal relayés et pris en compte. Sont également décriées les difficultés à accéder à un logement décent, à des services publics pour tous et partout (désertification des campagnes, accessibilité pour les personnes handicapées), aux soins, ainsi que les obstacles pour faire valoir ses droits sociaux (opacité des critères d'éligibilité, lourdeur et manque d'humanité des procédures administratives dématérialisées, horaires d'ouverture jugés trop restreints).

Le manque de cohésion sociale, la dégradation des rapports humains, décrits comme conflictuels (incivilités, sentiment d'insécurité, tensions sociales, racisme, discrimination), arrivent en troisième position des réponses concernant les problèmes considérés comme mal identifiés (12 %).

Graphique 3 • Les sept grands registres des difficultés « invisibles » évoquées par les Français



Sources : Crédoc, Enquête « Conditions de vie et aspirations », 2015.

Les Français décrivent une confrontation directe et quasi quotidienne avec des symptômes de la délitescence du tissu social, qui touchent, d'après les répondants, les espaces publics dans leur diversité (la rue, notamment en ville, l'école, le monde du travail, les transports en commun…). Les urbains, et notamment les Franciliens se font plus particulièrement l'écho de ces difficultés qu'ils estiment négligées par les médias et la puissance publique.

Le mauvais ciblage des aides sociales est ensuite cité par 7 % des Français. Rejoignant en partie la problématique financière, c'est aussi la question de l'insuffisance des structures d'accueil qui apparaît comme non prise en compte (structure d'accueil de jeunes enfants, de soutien aux aidants, de socialisation des personnes âgées). Les publics les plus fragiles économiquement, isolés socialement ou qui ne peuvent pas compter sur l'aide de leurs proches, sont davantage concernés. Le sentiment d'être lésé par un système de protection social jugé injuste car trop favorable aux catégories plus privilégiées que soi, ou trop conciliant avec des bénéficiaires qui en abuseraient (fraude, assistanat) est ici prégnant.

L'absence d'écoute sociale, l'insuffisante participation des citoyens aux décisions qui les concernent est pointée comme facteur d'invisibilité sociale par 6 % des Français. Symptôme et cause de l'invisibilité, la critique d'une partie de la population vis-à-vis du système de représentation politique doit être reliée à la tendance à la radicalisation de l'opinion, lassée et méfiante vis-à-vis d'une élite jugée déconnectée des réalités sociales.

Les Français sont 5 % à témoigner de difficultés relatives à la dégradation de l'environnement - pris à la fois dans le sens d'environnement proche et d'atteintes à la planète (pollutions atmosphérique et sonore, réchauffement climatique, utilisation de produits chimiques dans l'agriculture, élevage intensif…) - et de leurs conséquences sur la santé. Plutôt qu'une invisibilité médiatique et politique de la question environnementale, alors que les Français se montrent très sensibles à ces enjeux, le sentiment d'invisibilité de cette thématique relève sans doute du constat de la persistance de la dégradation de l'environnement, interprétée comme une inaction des pouvoirs publics ou, du moins, un défaut d'efficacité des actions mises en œuvre.

Enfin 4 % de Français relèvent l'invisibilité des difficultés auxquelles ils font face dans le champ des conditions de travail, jugées dégradées, insatisfaisantes, voire dangereuses : pénibilité physique du travail, souffrance psychologique, non-reconnaissance dans le travail, difficultés à concilier les sphères privée et professionnelle de la vie. Les expositions aux risques professionnels, notamment psychosociaux, ont de fait nettement augmenté depuis quinze ans, en lien avec une pression accrue des rythmes de travail imposés, exacerbée dans le contexte de crise économique actuel.

Toutes ces difficultés conduisent une large part de la population à se sentir oubliée, négligée, mal entendue, et plus particulièrement les personnes modestes, les locataires pour qui le loyer pèse de plus en plus lourd dans le budget, les demandeurs d'emploi, les personnes malades ou handicapées ou encore les personnes les plus isolées socialement.

Un sentiment d'invisibilité lié à un déficit d'écoute sociale et à une mauvaise appréhension de la diversité des difficultés rencontrées

Plutôt qu'une absence totale de visibilité médiatique ou un défaut complet de prise en compte par les pouvoirs publics, l'invisibilité semble ici résulter d'un déficit d'écoute sociale et de l'impression d'une mauvaise appréhension des problématiques par les pouvoirs publics ou les médias, qui peut renvoyer :

- au sentiment d'un manque d'efficacité ou d'adéquation des actions mises en œuvre par rapport aux attentes et besoins des Français en proie à ces difficultés. Les Français, qui ont le sentiment d'une persistance voire d'une aggravation des difficultés, expriment finalement une anxiété quant à la sortie de crise en mettant l'emphase sur des thématiques comme l'augmentation du chômage, la baisse du pouvoir d'achat, la dégradation de l'environnement ou encore les questions d'abus du système de protection sociale ;
- au sentiment que le message relayé par les médias est globalisant et ne correspond pas réellement au vécu des personnes, à la spécificité de leur situation et des difficultés auxquelles elles font face (au-delà de l'accès à l'emploi, la question de l'accès à l'emploi durable ; au-delà de la baisse du pouvoir d'achat en général, les difficultés des petites retraites ou des jeunes isolés, étudiants ou sans emploi ; au-delà de l'accès au logement, l'absence de perspectives sur la possibilité d'accéder à la propriété, le sentiment d'être piégé dans un logement où le poids des dépenses contraintes conduit à des restrictions ; au-delà de mots-valises tels que l'insécurité, les incivilités vécues au quotidien dans l'espace public).

Relevons qu'émergent également des discours sur des problématiques spécifiques qui ne touchent qu'une très faible proportion de la population : les difficultés d'accès aux équipements publics pour les personnes handicapées, la couverture sociale des indépendants et de leurs ayants droit, la reconnaissance des maladies rares, la faiblesse des ressources financières des personnes reconnues invalides, le soutien psychologique aux aidants des personnes dépendantes ou handicapées, l'accès aux services publics et à l'emploi dans les communes rurales… Enfin, au travers de l'évocation des privations alimentaires, du non ou du mal-logement, et plus généralement de l'accès à une vie décente, la question de la grande exclusion et de l'isolement social est abordée par les Français lorsqu'on les interroge sur l'invisibilité sociale dans l'ensemble de la société.

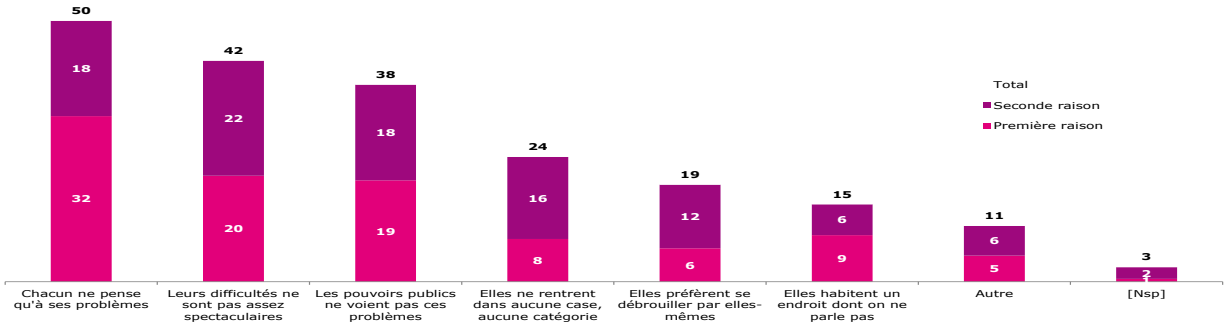
Les causes de l'invisibilité sociale

Interrogés sur les principales raisons, qui, selon eux, expliquent l'invisibilité médiatique et politique des difficultés identifiées, l'individualisme, la recherche du sensationnalisme et la cécité des pouvoirs publics sont les premiers facteurs d'invisibilité identifiés par les Français **(graphique 4)**.

Le repli sur soi et le manque d'empathie (50 %), « chacun ne pensant qu'à ses problèmes », sont la première des causes identifiées pour expliquer la cécité des médias ou des pouvoirs publics vis-à-vis des difficultés rencontrées par certaines personnes dans la société française. Le manque de lien social et de "collectif", l'affaiblissement des modes de représentations et de la place des corps intermédiaires, quelle qu'en soit la forme (associations, politique, religieux, entreprise), contribuent certainement à la non-émergence d'une parole commune nécessaire « *dans un monde social qui ne semble poser question qu'à partir du moment où il est rendu visible sur un mode spectaculaire* »[4]. Les personnes ayant des interactions sociales peu fréquentes estiment d'ailleurs plus souvent souffrir d'invisibilité sociale.

4 BEAUD Stéphane, CONFAVREAUX Joseph, LINDGAARD Jade (dir), La France invisible, Paris, Éditions La Découverte, 2006.

Graphique 4 • « Quelles sont les principales raisons qui font que les médias ou les pouvoirs publics ne voient pas ces difficultés ? »



Champ : Personnes déclarant qu'il existe « beaucoup » ou « un peu » de personnes en France qui traversent des difficultés importantes que les pouvoirs publics ou les médias ne voient pas vraiment.
Sources : Crédoc, Enquête « Conditions de vie et aspirations », 2015.

Le tropisme sensationnaliste des médias – « les difficultés ne sont pas assez spectaculaires » (42 %) – apparaît comme le deuxième facteur d'invisibilité aux yeux des Français, qui appréhendent certainement les potentielles dérives de simplification ou de stigmatisation des publics et de leurs difficultés. Les Français se montrent d'ailleurs de plus en plus critiques vis-à-vis des médias dits « traditionnels », dont ils ont tendance à s'éloigner pour s'informer davantage auprès de leurs pairs, via les réseaux sociaux notamment.

Les Français identifient ensuite la cécité des pouvoirs publics (38 %), « les pouvoirs publics ne voient pas ces problèmes », comme cause de l'invisibilité sociale, exprimant également ici le sentiment de la déconnexion des élites politiques et médiatiques avec la population, très présent dans l'opinion.

Les autres mécanismes de l'invisibilité qui étaient proposés sont moins souvent pointés par les Français.

Pour un quart des Français, le fait de ne rentrer dans aucune catégorie (24 %) participe de l'invisibilité. N'existe ainsi que ce qui « rentre » dans la grille de lecture administrative, ce qui suppose en creux que les individus doivent être constitués en un groupe social identifié pour être légitimés par les pouvoirs publics.

Les Français sont 19 % à expliquer l'invisibilité par le souhait de préférer se débrouiller seul et peut-être la volonté de certains de s'affranchir du collectif et de se rendre eux-mêmes invisibles. Il s'agit de la modalité recueillant le moins de première réponse (6 %).

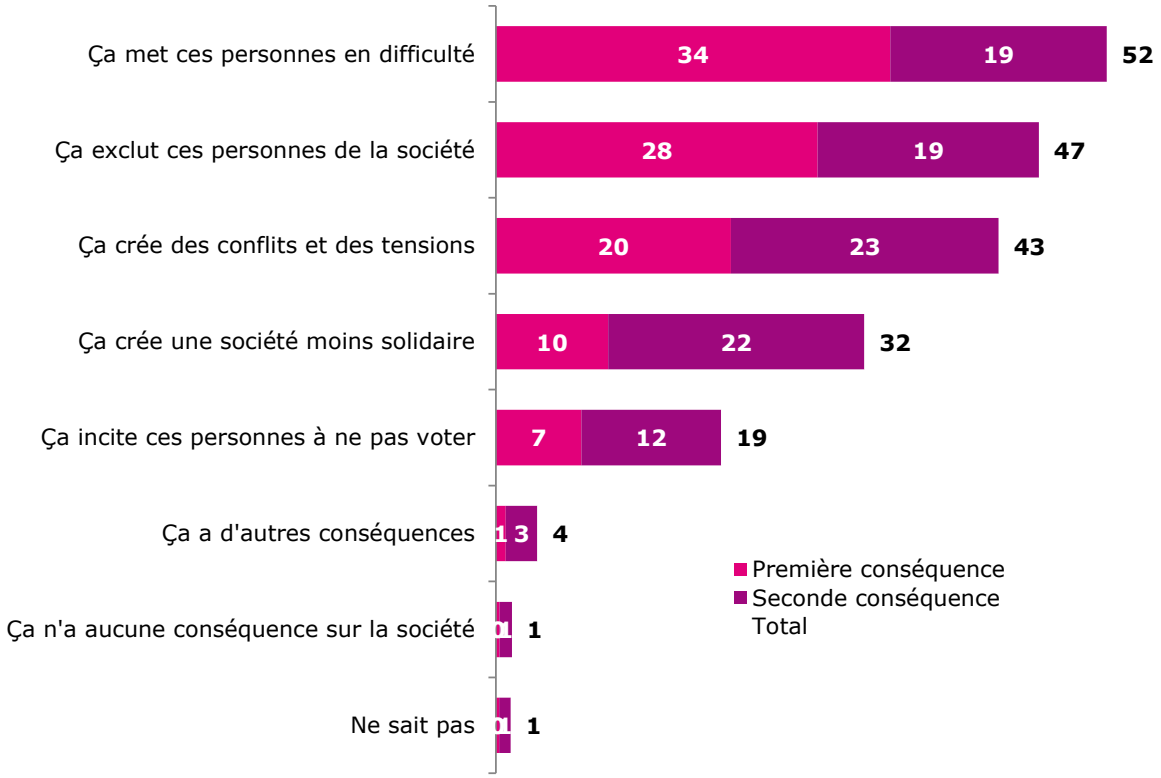
Enfin, « la ségrégation spatiale » apparaît pour 15 % des Français comme un motif d'invisibilité sociale dans le sens où certaines personnes « habitent dans un endroit dont on ne parle pas ». Les habitants des villes moyennes de 20 000 à 100 000 habitants et les personnes s'identifiant à la classe des défavorisés expriment davantage l'influence de la spatialisation sur la visibilité médiatique ou politique.

Les conséquences de l'invisibilité sociale

Les conséquences de l'invisibilité quelle que soit la catégorie dont elle relève, médiatique, institutionnelle ou géographique, sont majeures. À peine 1 % de la population est d'avis que cette invisibilité sociale est sans influence **(graphique 5)**.

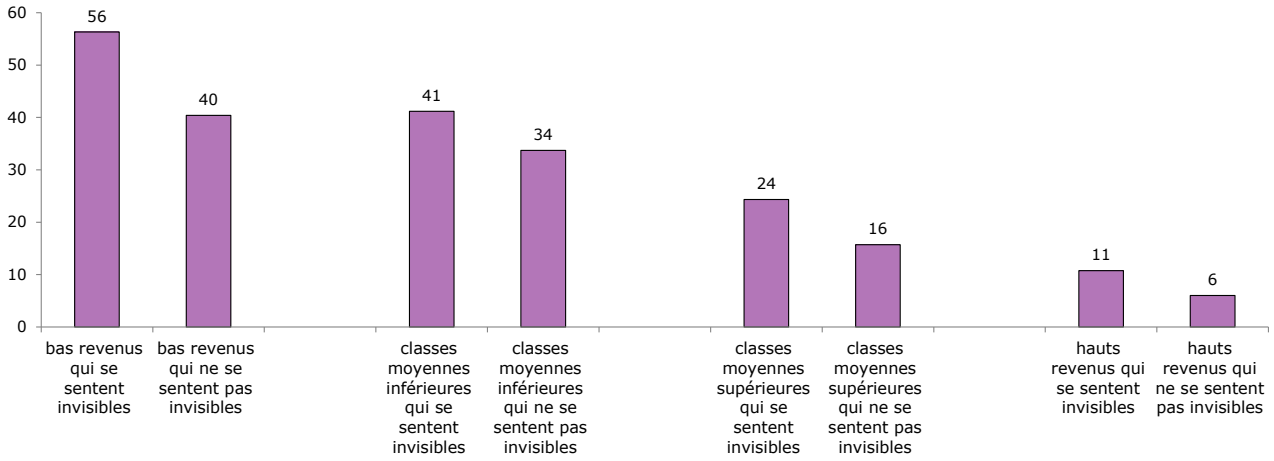
Les répondants identifient d'abord des conséquences individuelles, pour les personnes oubliées du système, et ensuite pour la société dans son ensemble. Être invisible socialement accentuerait d'abord les difficultés des personnes concernées (52 %), jusqu'à les exclure de la société (47 %). Les catégories les plus modestes de la population, sans doute plus

Graphique 5 • « D'après vous, quelles en sont les deux principales conséquences ? »



Champ : Personnes déclarant qu'il existe « beaucoup » ou « un peu » de personnes en France qui traversent des difficultés importantes que les pouvoirs publics ou les médias ne voient pas vraiment.
Sources : Crédoc, Enquête « Conditions de vie et aspirations », 2015.

Graphique 6 • Proportion de personnes qui considèrent faire partie des « catégories populaires ou des défavorisées » selon le sentiment d'invisibilité et le niveau de vie



Sources : Crédoc, Enquête « Conditions de vie et aspirations », 2015.

fragiles, expriment plus que les autres cette crainte d'une aggravation de la situation des invisibles. Viennent ensuite le risque de création de conflits et de tensions (43 %), et l'avènement d'une société moins solidaire (32 %). Cet impact sur la solidarité est d'autant plus souvent souligné que l'âge décroît, les jeunes ayant peut-être le sentiment d'être les laissés-pour-compte d'une société dans laquelle leur insertion sociale et professionnelle apparaît de plus en plus difficile. Enfin, pour 20 % de la population, l'invisibilité sociale incite à ne pas voter.

Influence de l'invisibilité sociale sur l'appréciation de sa situation et de ses perspectives d'avenir

Au-delà des conditions et niveaux de vie objectifs, l'invisibilité apparaît liée aux éléments d'appréciation plus subjectifs de sa propre vie **(graphique 6)**. Les Français qui se sentent oubliés dans leurs difficultés quotidiennes se montrent les plus pessimistes sur l'évolution de leurs conditions de vie, plus insatisfaits de leur cadre de vie, moins heureux dans leur vie. Le sentiment ou le constat qu'il existe des difficultés qui ne sont pas prises en compte par les institutions médiatiques ou politiques vient certainement alimenter le regard négatif et pessimiste porté par une partie de la population sur ses propres conditions de vie, et probablement le sentiment de déclassement d'une partie des Français. À niveau de vie égal, les personnes qui se disent en prise avec des difficultés passées sous silence par les médias ou mal prises en compte par les pouvoirs publics se classent elles-mêmes plus souvent parmi les catégories populaires ou défavorisées que les autres.

Pour conclure, l'étude montre que l'invisibilité sociale est une thématique qui fait sens pour les Français, en témoigne le fait que la majorité de nos concitoyens s'y sent directement confrontée, non pas tant parce que leurs difficultés sont réellement absentes du débat, mais davantage parce qu'elles sont mal appréhendées par les médias ou au travers de l'action publique. Cette étude montre que le sentiment de distance est exprimé par une part croissante de Français vis-à-vis des élites et des discours dominants, qu'ils ressentent comme éloignés de la réalité de ce qu'ils vivent. L'absence de réponses efficaces de la part des pouvoirs publics et, finalement, la persistance des difficultés nourrissent certainement un sentiment d'invisibilité, terreau lui-même d'une forme de mal-être dans la société, de pessimisme pour l'avenir, de crainte du déclassement.

Élodie Alberola, Lucie Brice, Nelly Guisse et Sandra Hoibian (Crédoc)

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES
MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES DE LA SANTÉ ET DES DROITS DES FEMMES
MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DU DIALOGUE SOCIAL

Responsable de la publication :
Didier Gelot, secrétaire général de l'Onpes

Secrétariat de rédaction :
Nadine Gautier

Mise en page :
SCEI

www.onpes.gouv.fr

ISSN : 2426-2773